

Les États-Unis ont de plus en plus les caractéristiques d'un pays « sous-développé »

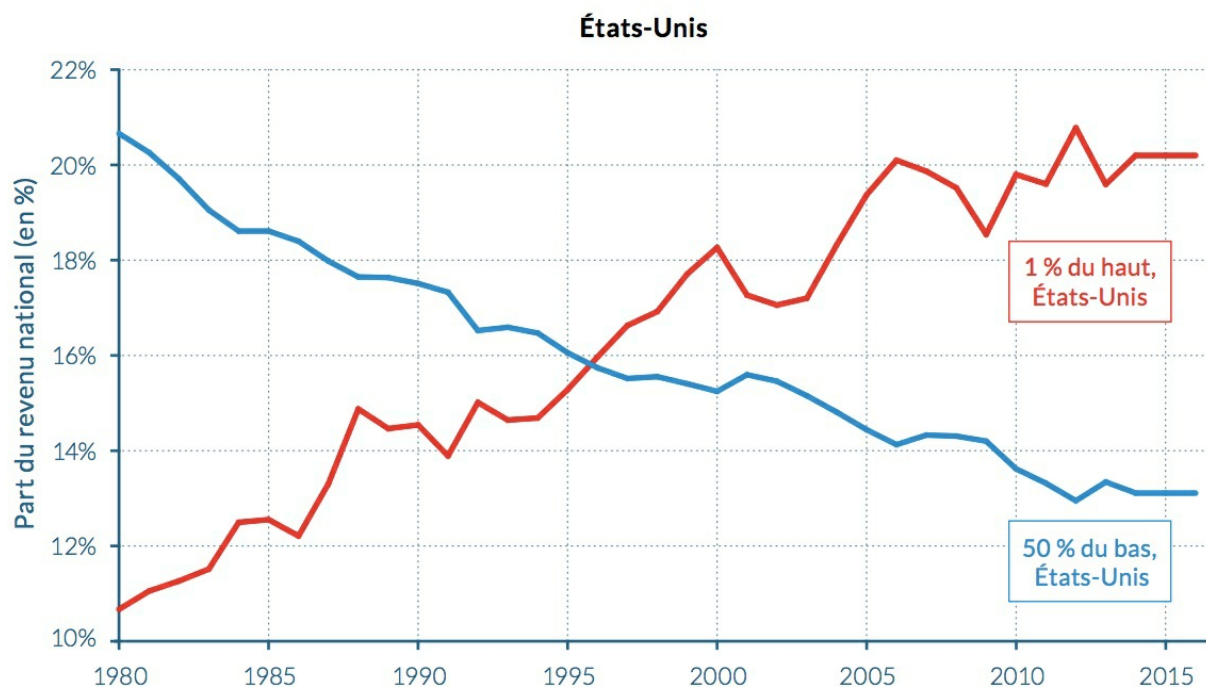
blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2018/05/10/les-etats-unis-ont-de-plus-en-plus-les-caracteristiques-d-un-pays-sous-developpe

Dans le langage onusien, l'ancien qualificatif « sous-développé » a été remplacé par « en développement », moins péjoratif, mais c'est à dessein que j'ai conservé l'ancien terme pour ce billet sur les États-Unis. On verra pourquoi.

Cette idée d'un modèle social et économique étatsunien empruntant à des traits de pays bien plus pauvres et extrêmement inégalitaires est ancienne. Il y a près de trente ans, André Gorz évoquait par exemple la « sud africanisation » de la société américaine (mais aussi de celles d'Europe occidentale) dans un article du Monde Diplomatique intitulé « Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets ». Extrait : « le moteur du développement de l'emploi est fondé sur une dualisation accentuée de la société, sur une sorte de « sud-africanisation », comme si le modèle colonial prenait pied au cœur même des métropoles. Nous voyons ainsi se reconstituer à l'ère postindustrielle des conditions qui prévalaient il y a cent cinquante ans ».

Depuis plus de dix ans que ce blog existe, j'ai évoqué à plusieurs reprises la dualisation sociale et la paupérisation (absolue !) dans ce pays depuis que la révolution conservatrice a installé au pouvoir des néolibéraux républicains ou démocrates, ces derniers se contentant de limiter la casse sans inverser la tendance à privilégier les « 1% ». Voir récemment ce billet « Les métiers qui devraient créer le plus d'emplois dans les 10 ans aux États-Unis et en France ». Ou encore, en juillet 2014, ces trois billets : « Etats-Unis : croissance zéro des salaires réels... depuis 35 ans ! », « Etats-Unis (suite) : 45 ans de déclin du salaire minimum réel », et « Etats-Unis (3) : la crise n'est pas finie, elle est à venir ». J'ajoute, en 2011, ce billet : « la proportion de pauvres aux États-Unis : de 15 % à 30 % selon les conventions ».

Une base statistique essentielle sur le dualisme croissant de la société américaine depuis 1980 est le « rapport sur les inégalités mondiales 2018 » dont j'ai également parlé sur ce blog. On y trouve en effet un chapitre sur le cas américain avec notamment ce graphique assez stupéfiant où la courbe rouge représente la part du revenu national captée (ou capturée...) par les 1 % les plus riches, qui a presque doublé depuis 1980 pour atteindre 20%, et la courbe en bleue la part qui revient à la moitié de la population la moins riche, qui a perdu huit points de pourcentage du revenu national pendant la même période.



Les tableaux détaillés téléchargeables indiquent ceci pour 2016 : 20,2 % du revenu national pour les seuls 1% du haut, 13,1 % pour les 50 % du bas. Dans le même rapport, un autre graphique porte sur l'Europe de l'Ouest. Il est très différent car, même si les inégalités en question ont également progressé depuis 1980, la part des 1 % est, en 2016, de 12,2 % (elle était de 10 % en 1980) et celle des 50 % de 21,7 % (23,5 % en 1980).

Les caractéristiques d'un pays « sous-développé » : LE LIVRE DE PETER TEMIN

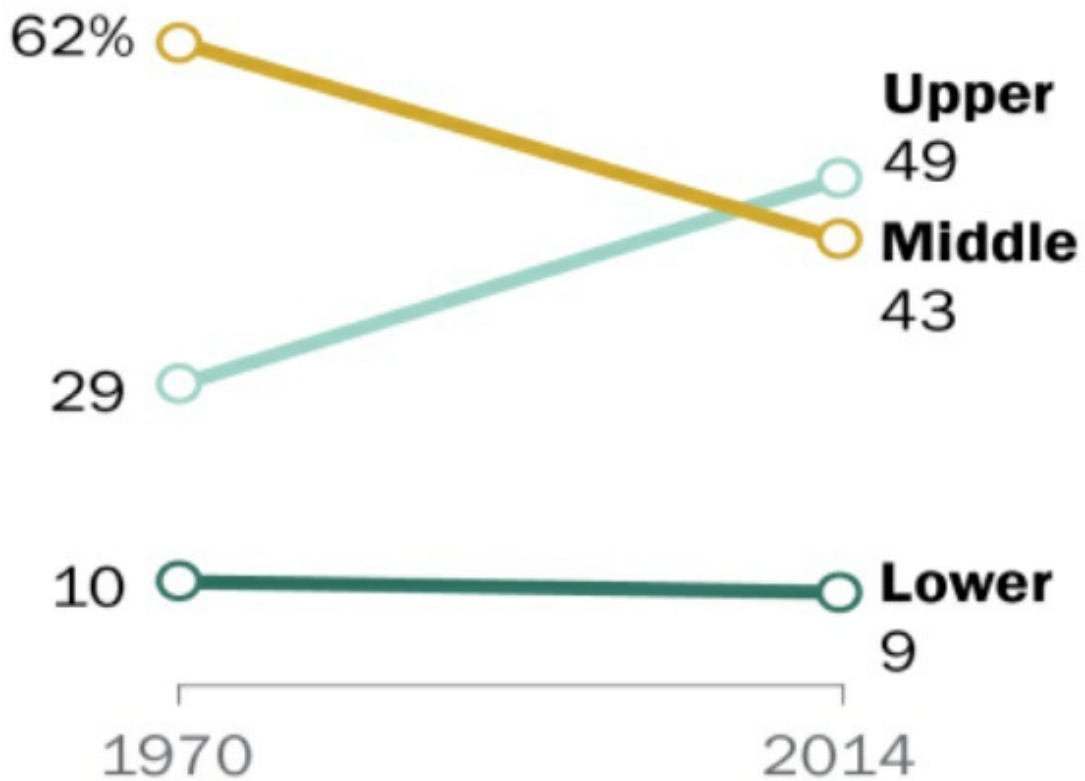
Si j'ai choisi de relancer ce thème, c'est en raison de la lecture d'un livre important, publié il y a un an, que l'on doit à Peter Temin, 80 ans, professeur émérite d'économie et d'histoire économique au MIT. Son titre : "The Vanishing Middle Class: Prejudice and Power in a Dual Economy". Il n'y a pas pour l'instant de traduction française. Ce n'est pas principalement un livre d'économie, mais d'économie politique empruntant aux sciences politiques et à bien d'autres sources.

Pourquoi cet ouvrage est-il important ? Parce qu'il propose une interprétation solide de la production politique du dualisme social américain et qu'il le fait en montrant 1) que les inégalités de plus en plus énormes sont délibérément décidées et mises en œuvre par une oligarchie (en résumé les grands acteurs de la finance et de la technologie) qui s'est emparée du pouvoir depuis les années 1980, 2) que les victoires électorales de cette oligarchie peuvent s'expliquer alors qu'elle mène pourtant des politiques contraires aux intérêts de la grande majorité, conduisant à un effondrement du poids numérique et de l'influence des « classes moyennes ».

Dans le graphique qui suit, les classes moyennes (« middle ») sont définies comme les ménages qui gagnent entre les 2/3 et le double du revenu médian, les riches (« upper ») étant au-dessus du double du revenu médian. En 44 ans, les classes moyennes ont vu leur poids économique (en termes de revenu relatif) s'effondrer nettement, au bénéfice des plus riches. Bien entendu, l'enrichissement des très riches, disons les 1 %, a été encore plus fort.

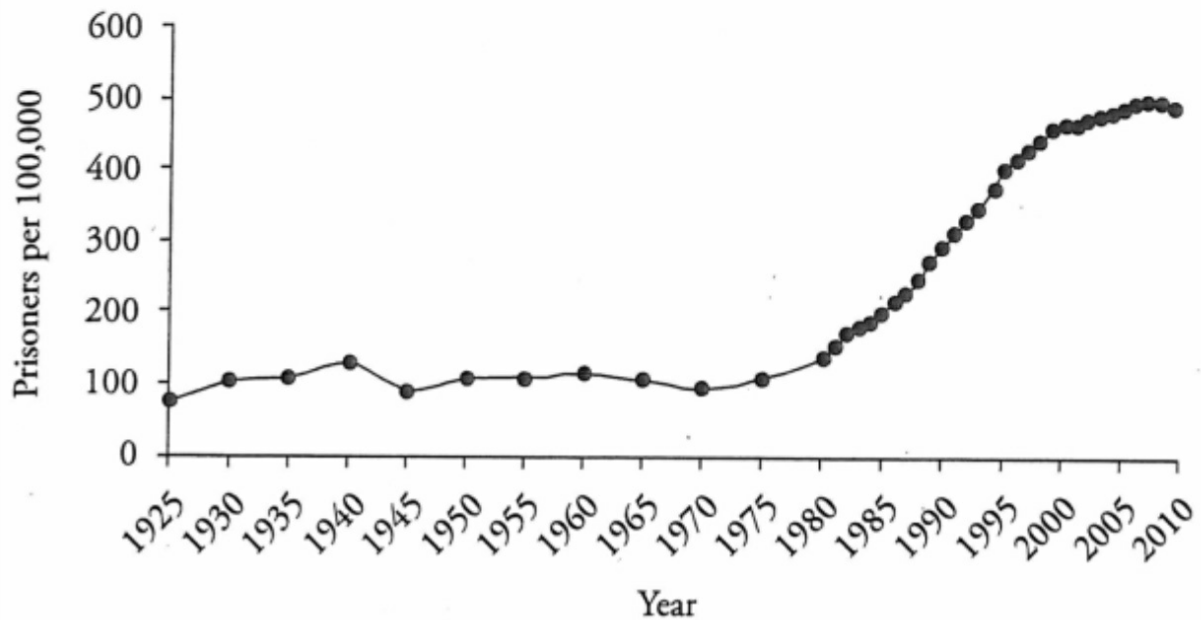
Figure 1

Percent of Aggregate US Household Income



Je ne peux expliciter les nombreux arguments de ce livre, où il est notamment question du rôle persistant du racisme et du sexisme comme outils de domination économique et politique des acteurs du secteur « Finance-Technologie » sur la grande masse des salarié.e.s et chômeurs du « secteur à bas salaires », ces derniers subissant des décisions qui ont eu pour résultat de laisser stagner leur revenu réel depuis quarante ans pendant que les « 1 % » s'en mettaient plein les poches.

Le dualisme politiquement construit dans l'éducation, les infrastructures et services publics en déshérence, font partie des stratégies étudiées dans ce livre, mais aussi le rôle de l'incarcération massive (graphique suivant) initiée dès Nixon en 1972 au nom d'une largement mythique « guerre contre la drogue » qui allait se poursuivre dans les années 1980 et 1990, et qui était en fait une guerre contre les pauvres, dont les noirs : la ségrégation comme arme économique pour maintenir les salaires les plus bas possible et les conditions de vie et d'information les moins propices à la participation politique, quitte à y ajouter des mesures dissuadant le vote.



Alors pourquoi parler d'un pays ayant de fortes caractéristiques d'un pays "sous-développé" ? Pour cela, Temin s'inspire beaucoup des travaux et d'un modèle d'un grand nom de l'économie politique, dont l'article majeur date de... 1954. Il s'agit d'Arthur Lewis, le seul noir à avoir obtenu le « Nobel » en économie (en 1979). Le regretté Gilles Dostaler lui avait consacré un article dans Alternatives économiques en 2007 sous le titre « William Arthur Lewis, anatomie du sous-développement ».

En résumé, une caractéristique des pays concernés est l'existence d'un secteur capitaliste (ou impérialiste) aux côtés d'une « armée de réserve » de main d'œuvre potentielle surabondante vivant de revenus de simple subsistance dans un vaste secteur traditionnel que les capitalistes et leurs alliés politiques maintiennent délibérément en état de sous-développement économique parce que cela conditionne le niveau très bas des salaires dans le pays et le niveau très élevé des profits capitalistes.

Moyennant quelques adaptations, Temin n'a guère de mal à montrer que cela vaut pour l'économie étatsunienne telle qu'elle est devenue en près de 40 ans de néolibéralisme. Extrait (page 28, traduit par mes soins) : « Dans le modèle de Lewis, la population rurale vend de la nourriture aux urbains. [Aux États-Unis aujourd'hui] Les membres du secteur à bas salaires vendent typiquement des services au secteur « finance-technologie ». Ils travaillent dans des fast-food, nettoient les hôpitaux et les hôtels. Ils transportent les gens, ou les marchandises dans des usines ou commerces, travaillent dans des branches non syndiquées et autres activités semblables qui varient trop pour que des robots les remplacent ».

Ce que je retiens pour conclure c'est que :

1) ni la technologie ni la mondialisation, qui jouent certes un rôle, ne sont les vecteurs principaux de la grande fracture américaine. Le vecteur principal est politique et national : c'est le pouvoir d'une oligarchie qui s'emploie à produire une fracture qui lui bénéficie en utilisant des dispositifs divers qu'elle a construits patiemment, dont certaines institutions

d'une « démocratie » en partie censitaire, le contrôle direct ou indirect de grands médias, la casse des services publics et des protections sociales, l'éducation dualiste, l'organisation systématique de la sous-traitance, etc.

2) En France et plus généralement en Europe nous n'en sommes pas au même degré de fracture, notamment parce que des mouvements sociaux ont pu résister. Mais depuis une quinzaine d'années nous en prenons le chemin et, comme représentant des forces qui veulent fracturer pour en bénéficier, Emmanuel Macron, avec le soutien visible du MEDEF comme casseur de statuts et de salaires, est un idéal type.

Dans un long et excellent compte-rendu de ce livre (en anglais encore), le système américain actuel est résumé par la formule : « une forme autoritaire de capitalisme stabilisée par le racisme ». En sommes-nous si éloignés chez nous ? Une autre bonne question est posée : comment ce système pourra-t-il encaisser la prochaine crise financière ?

Pour un résumé introductif très explicite de son livre par l'auteur [suivre ce lien](#).